



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
Service de la coordination
des politiques publiques
Bureau de la coordination interministérielle

Arrêté préfectoral de mise en demeure
Société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR à NANCY

2021-0633

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 181-1, L. 181-12, L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-1432 du 22 décembre 2020 portant autorisation à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine rue Joseph Florentin sur le territoire de la commune de NANCY par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 09 juin 2021, référencé CM/LR/NW/762-2021, dont copie a été adressée à la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 1^{er} juin 2021 informant la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, en date du 25 juin 2021 ;

Considérant que l'établissement se trouve à proximité de l'hypercentre de Nancy, dans la zone de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'agglomération de Nancy ;

Considérant que lors de la visite du 11 mai 2021, l'inspection a constaté que :

- la valeur limite d'émission en NO_x est dépassée ;
- la surveillance continue pour les poussières de la chaudière 2 et pour tous les paramètres de la chaudière 5 n'est pas réalisée ;
- les appareils de mesure ne sont pas calibrés comme prescrit pour le CO et non indiqué pour le SO₂ ;

Considérant que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I susvisé du code de l'environnement en mettant en demeure la société ESTIA RESEAUX DE

CHALEUR de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR (6 rue des Trézelots à Pulnoy) est mise en demeure, concernant ses installations situées 28 rue Joseph Florentin à Nancy de respecter :

- dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 14.4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 décembre 2020 rappelées ci-dessous en italique ;
- dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 décembre 2020 rappelées ci-dessous en italique ;
- dans un délai de trois mois, les prescriptions de l'article 18.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 22 décembre 2020 rappelées ci-dessous en italique.

Article 14.4 de l'AP du 22 décembre 2020 : Valeurs limites des rejets de la chaudière 5

La durée de fonctionnement au fioul domestique est inférieure à 1 500 h/an.

	<i>Combustible</i>	<i>Concentration maximale mg/m³</i>
<i>SO₂</i>	<i>Fioul domestique</i>	<i>170</i>
<i>NO_x</i>		<i>150</i>
<i>Poussières</i>		<i>30</i>
<i>CO</i>		<i>50</i>

Article 17.2 de l'AP du 22 décembre 2020 : Incertitude de mesure

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émissions :

- *CO : 10 % ;*
- *SO₂ : 20 % ;*
- *NO_x : 20 % ;*
- *Poussières : 30 %.*

Article 18.1 de l'AP du 22 décembre 2020 : Chaudières 1,2,3 et 5

<i>Paramètres</i>	<i>Mesure en continu</i>	<i>Mesure annuelle</i>
<i>Teneur en oxygène</i>	<i>X</i>	
<i>Température</i>	<i>X</i>	
<i>Pression</i>	<i>X</i>	
<i>Teneur en vapeur d'eau</i>	<i>X</i>	
<i>SO₂</i>	<i>X</i>	
<i>NO_x</i>	<i>X</i>	
<i>CO</i>	<i>X</i>	

Poussières	Chaudières n° 1 et n° 3 : évaluation en permanence par opacimètre Chaudières n° 2 et n° 5 : mesure en continu par toute autre méthode que l'opacimètre	
HAP		X
COV		X
Métaux		X

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution et information

La secrétaire générale de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Nancy

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le **09 JUIL. 2021**

Le Préfet

Pour le préfet

et par délégation,

le secrétaire général

Julien LE GOFF